

Mobilisation des ressources

La fiscalité plutôt que l'endettement

MSM  
Libreville/Gabon

LE ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogan-daga, a ouvert, le 13 novembre dernier, à l'immeuble Arambo, les travaux de la mission du Fonds monétaire international (FMI) sur l'amélioration des recettes fiscales et douanières. Il s'agit pour ces experts du FMI, de passer en revue le mécanisme de collecte de

recettes dans les services des impôts et de douane. « Dans le cadre de l'amélioration de nos ressources, il peut arriver qu'on change certains dispositifs. Ce sera justement le résultat de la mission que nous le dira. Car, comment financer la relance économique si nous ne mobilisons pas assez de ressources ? Nous pouvons le financer de deux façons. Soit par les ressources internes, soit par l'emprunt. Mais notre objectif est de



Photo : AEE

Jean-Marie Ogan-daga, le ministre de l'Economie lors de la réunion avec le FMI.

diminuer la dette en mobilisant davantage ce que nous avons, pour financer nos besoins », a confié Jean-Marie Ogan-daga. Selon le membre du gouvernement, il ne s'agit pas de changer le système de collecte actuelle, mais plutôt de réorganiser les structures, afin qu'elles soient davantage productives pour, au final, avoir de moins en moins recours aux emprunts. « Nous avons sollicité cette mission ici pour nous

dire : plutôt que de chercher à emprunter beaucoup, vous pouvez emprunter moins en mobilisant plus au niveau de votre économie. Ce qui veut dire que notre économie a un potentiel, mais qui n'est pas exploité. La restructuration a pour objectif clair d'améliorer les services à l'usager et vise à rendre nos structures beaucoup plus performantes », a-t-il ajouté.

Atelier sur l'étude des schémas directeurs d'aménagement urbain (SDAU)

Pour une meilleure urbanisation des villes du Gabon

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

UN atelier sur l'étude des Schémas directeurs d'aménagement urbain (SDAU) de quatre chefs-lieux de province du sud Gabon (Port-Gentil, Lambaréné, Mouila et Tchibanga) se déroule depuis le 14 novembre dernier dans un hôtel de la place. Les participants à cet atelier ont été entretenus sur les outils de planification urbaines, les méthodes d'élaboration des SDAU et les enjeux de cet outil. Mais surtout l'intérêt des pratiques participatives dans la réalisation des

SDAU. Pour le secrétaire permanent de la Commission nationale des Travaux d'intérêt public pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi (TIPPEE), Michel Auguste Busamba, « les contributions et recommandations issues de cette rencontre, permettront d'avoir une meilleure connaissance de l'étude, d'évaluer la pertinence, de consolider et d'affiner la stratégie d'intervention, d'évaluer le cadre institutionnel et légal, d'évaluer les parties prenantes et les dispositifs de mise en œuvre et enfin de définir la stratégie de communication. » Ce projet financé par la



Photo : Abel Eyeghe

Une vue des participants à l'atelier.

Banque mondiale s'inscrit en œuvre du "Projet de développement des infra-

structures locales 2 (PDIL2)". Il a pour objectif, à terme, de permettre de coordonner les programmes locaux d'urbanisation avec la politique d'aménagement du territoire, a poursuivi Michel Auguste Busamba. Précisant que ce projet sera élargi à d'autres villes du pays, hormis Libreville, qui a déjà un schéma directeur. De son côté, Dr Jérôme Chenal, expert en schémas directeurs, a souligné qu'il s'agit ici « de disposer d'un document réglementaire avec une stratégie d'aménagement et de développement pouvant régir la croissance et le dé-

veloppement harmonieux du territoire pour les 20 prochaines années, avec l'objectif de mettre en cohérence l'ensemble des stratégies sectorielles engagées ou en cours et de préserver les zones naturelles et sensibles du territoire. » Notons que cette étude élaborée sur une durée de 18 mois, est répartie en 4 phases : analyse territoriale et enjeux de développement; stratégies d'aménagement et de développement et carte du SDAU, et documents de concertations réglementaires et élaboration des documents finaux du SDAU.

Semaine mondiale de l'entrepreneuriat

L'appui de Huawei aux femmes

W.N.  
Libreville/Gabon

PROFITANT de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, qui se déroule du 12 au 18 novembre, la filiale gabonaise de la multinationale chinoise Huawei technologies, représentée par son directeur, Ray Xiao Yunhua, a fait un don d'une vingtaine d'ordinateurs aux femmes regroupées autour de la plate-forme Digit'elle. Cette contribution a été ré-



Photo : DR

Les représentants de Huawei discutant avec la directrice de l'ANPI, Nina Abouana...

ceptionnée, hier, par la directrice générale de l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI), Nina Abouana, à l'immeuble

abritant ses services. Cette action entre dans le cadre de l'opérationnalisation de la responsabilité sociale de la multinationale chinoise au profit du tissu



Photo : DR

...peu avant la remise officielle du don d'ordinateurs.

économique gabonais. « Cette responsabilité sociale leur permet aujourd'hui de nous accompagner dans le domaine de l'entrepreneuriat

féminin », a fait savoir Nina Abouana. Rappelant que c'est un partenariat sur lequel l'ANPI et Huawei travaillent depuis 2016. Pour sa part, Ray Xiao Yun-

hua a indiqué que c'était une belle opportunité pour son entreprise de travailler avec l'ANPI-Gabon, afin d'encourager les femmes entrepreneures à aller de l'avant. « L'ANPI a fait beaucoup de choses pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Aussi, sommes-nous heureux d'apporter notre modeste contribution pour que ces femmes puissent poursuivre leur essor, être compétitives et connectées au numérique. C'est d'ailleurs notre souhait : que tout le monde soit connecté », a conclu Ray Xiao Yunhua.

Ajev-GSZE/En prélude à la tenue d'un forum sur l'environnement

Les préoccupations des populations de Nkok

M.A.M  
Libreville/Gabon

LES habitants du 2<sup>em</sup> arrondissement de la commune de Ntoum ont récemment échangé avec le bureau communal de l'Association des jeunes émergents volontaires



Photo : DR

Le communal de l'Ajev Ntoum face aux populations.

(Ajev). L'objectif était pour ces populations, riveraines de la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok, de présenter leurs préoccupations, avant l'organisation

du forum sur l'environnement. Notons qu'il y a quelques semaines, ces résidents du 2<sup>em</sup> arrondissement de Ntoum avaient saisi le bureau local de l'Ajev, au sujet de l'impact des entreprises installées dans leur zone sur l'environnement. C'est fort de cela que Michel Moukoto Diba et son

équipe, en partenariat avec les responsables de la ZES, ont décidé de la tenue d'un forum sur le sujet. Des assises, selon ces derniers, qui viendront à point nommé, dans la mesure où, comme ils l'ont dit, les sociétés installées à Nkok « doivent répondre aux sollicitations à caractère social. »